

L'U.N.E.F. après l'Assemblée Générale  
de décembre

-----

Deux faits importants ont marqué l'Assemblée Générale de l'UNEF. Le premier concerne le ralliement plus ou moins déguisé de l'organisation syndicale à la candidature François MITTERRAND. Le second est l'adoption par les leaders des deux courants minoritaire et majoritaire d'une motion identique.

Le ralliement au candidat de "tous les républicains opposés au pouvoir personnel" n'est pas à considérer comme une option fondamentale du syndicat sur le plan politique. Les arguments développés par la minorité - celle-là même qui refusa la motion consistant à refuser sur le fond la candidature MITTERRAND parce que trop sujette à caution sur bien des points (ne serait-ce que la manière dont elle a vu le jour et ses imprécisions programmatiques) n'ont pas été refusés en bloc par la majorité. Celle-ci a envisagé le problème MITTERRAND sur le simple plan d'une dynamique nouvelle engendrée et des possibilités d'en exploiter les prolongations. Le vote de cette même majorité d'une motion engageant la lutte prioritaire contre le plan FOUCHET exprime sa volonté sans doute de vouloir reconstruire le mouvement sur de nouvelles bases et dans une optique un peu plus sérieuse.

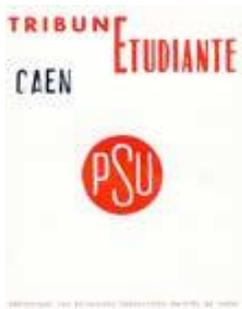
Il ne nous semble pas que les deux positions soient fondamentalement contradictoires. Il est peut-être important d'accepter l'analyse de la majorité tendant à montrer le besoin d'un renouveau idéologique sur le plan politique français. Il ne faut pas oublier en effet que l'UNEF est devenue une force politique lorsqu'elle a su entrer dans un combat qui a motivé "idéologiquement" ses adhérents, ses militants. Si la rationalisation de l'action engagée à l'époque de la guerre d'Algérie fut effective (problème de la suppression des sursis) il ne faut en aucun cas oublier que cette mobilisation et cette victoire ont trouvé leur source dans une dynamique idéologique que l'on peut qualifier "de gauche". D'aucuns nous reprocheront l'ambiguïté de ce terme nous accusant d'être des sociaux-démocrates, des réformistes, que sais-je encore ? Nous pensons qu'il existe un courant d'opinion de gauche à l'Université qui ne correspond pas effectivement à une classification politique rigide, schématique, et qu'il est du ressort du syndicat de le prendre en considération, pour déboucher ensuite sur les problèmes politiques fondamentaux.

L'une des principales carences de la ligne minoritaire, c'est-à-dire de celle qui consiste à voir dans les structures universitaires le point d'impact essentiel de l'intervention du syndicat, est qu'elle relève d'une certaine froideur intellectuelle. C'est à ce stade qu'une idéologie "de gauche" naissante peut apporter un soutien intéressant. Nous pensons qu'il est possible d'insérer ce renouveau idéologique dans la pratique syndicale. S'il est vrai qu'à l'occasion de l'élection présidentielle les forces démocratiques n'ont pu véritablement s'entendre sur un programme définissant les voies de passage vers le socialisme et n'ont pu réaliser une unité véritable, il est inconcevable

de nier la relance d'une dynamique démocratique générale face au pouvoir personnel et à ses conséquences désastreuses. La mise sur pied d'une Université démocratique et la lutte contre le plan FOUCHET passent par l'insertion du syndicat dans cette relance d'un courant idéologique venant soutenir et nourrir un combat contre les structures universitaires.

Jil DRAC

-----



**Tribune Etudiante - Caen**

Périodique des Etudiants Socialistes Unifiés de Caen

Pages 14, 15

Non daté. 1<sup>er</sup> trimestre 1966 ?